

Nouvelle attaque sanglante non revendiquée au Burundi

PANA, 16 septembre 2020 - Trois personnes tuées, deux blessées et une autre portée disparue dans une attaque armée non revendiquée au Burundi - Bujumbura, Burundi - Au moins trois personnes ont été tuées, deux blessées et une autre portée disparue dans une attaque non revendiquée dans la nuit du 15 au 16 septembre à Rumonge, une province du Sud du Burundi, a rapporté mercredi, la radio publique, citant des sources administratives locales.

Selon les mêmes sources, les victimes faisaient partie d'une patrouille nocturne de civils dans cette province du littoral du Lac Tanganyika, en proie à l'insécurité. Dans la nuit du 23 au 24 août, une attaque armée non revendiquée contre cette province portuaire avait fait au moins 11 morts. L'administration locale avait mis en cause des "malfaiteurs armés", venus de la République démocratique du Congo voisine. Un regain d'insécurité s'observe également au Nord du Burundi où, dans la nuit du 10 au 11 septembre, six personnes ont été tuées, deux blessées, une autre portée disparue et des biens pillés dans la population. L'administration locale avait accusé des "malfaiteurs", une terminologie généralement utilisée pour minimiser de telles attaques aux contours flous. Des médias indépendants attribuent ces incidents sécuritaires à des groupes rebelles, plutôt qu'à des organisations et en regain d'activité, au lendemain de nouvelles élections générales, contestées dans certains milieux de l'opposition burundaise. La paix et la sécurité régneront sur l'ensemble du territoire national, ont répondu les plus hauts responsables burundais à une délégation de haut rang qui séjourne dans le pays depuis mardi. Le nouveau président élu du Burundi, Evariste Ndayishimiye, a déjà rencontré les chefs de cette délégation, constituée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands lacs, Hang Xia, et la sous-secrétaire générale des Nations unies pour l'Afrique, Mme Bintou Keita. Le général Ndayishimiye a répondu à la demande du Burundi de sortir de l'agenda du Conseil de sécurité qui a eu dans un passé récent, plus de dix projets de résolutions sur le pays. Certaines des résolutions prénaient carrément une imposition de la paix pour juguler la crise électorale de 2015 ayant tourné à des violences de masse, récemment dans le sang. L'agenda de la délégation onusienne prévoit d'autres rencontres, notamment avec les représentants des partis politiques et ceux des organisations de la société civile locale, pour se faire une idée globale de l'évolution de la situation au Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});